



# Assemblée générale

Distr. générale  
26 mars 2024  
Français  
Original : anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Cinquante-cinquième session

26 février-5 avril 2024

Point 10 de l'ordre du jour

Assistance technique et renforcement des capacités

## Rapport de la Présidente du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme\*, \*\*

### Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [18/18](#) du Conseil des droits de l'homme, par laquelle celui-ci a invité la présidence du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme à lui présenter chaque année, à partir de sa vingtième session, un rapport complet sur les travaux du Conseil d'administration. Conformément à la résolution [36/28](#), le présent rapport est soumis au Conseil pour examen à sa cinquante-cinquième session, en mars 2024. Il rend compte des activités du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires depuis le précédent rapport de la présidence ([A/HRC/52/80](#)).

\* La version originale du présent rapport a été soumise aux services de conférence après la date prévue pour que l'information la plus récente puisse y figurer.

\*\* Les annexes du présent rapport sont reproduites telles qu'elles ont été reçues, dans la langue de l'original seulement.



## I. Introduction

### A. Contexte

1. Créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1987/38, le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme reçoit des contributions volontaires de gouvernements, d'organisations et de particuliers. Il a pour objectif de soutenir financièrement des activités de coopération technique visant à mettre sur pied ou à renforcer des institutions, des infrastructures et des cadres juridiques nationaux ou régionaux en vue de favoriser durablement l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme.

2. Le Conseil d'administration du Fonds est opérationnel depuis 1993 ; le Secrétaire général désigne ses membres pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois. Le Conseil d'administration a pour mission d'aider le Secrétaire général à rationaliser et à améliorer le programme de coopération technique. Il se réunit deux fois par an et rend compte de ses travaux au Secrétaire général et au Conseil des droits de l'homme. Ses membres sont actuellement Azita Berar Awad (République islamique d'Iran) (Présidente), Nozipho January-Bardill (Afrique du Sud), Santiago Corcuera-Cabezut (Mexique), Margaret Nicholson (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et Dainius Pūras (Lituanie). La présidence est tournante et chaque membre élu au poste de président assure au moins deux sessions du Conseil d'administration et un compte rendu oral au Conseil des droits de l'homme. À sa cinquante-sixième session, le Conseil a réélu M<sup>me</sup> Berar Awad à la présidence, pour un mandat qui a pris effet le 1<sup>er</sup> juin 2023.

### B. Mandat

3. L'approche du Conseil d'administration est exposée dans le rapport annuel du Secrétaire général au Conseil des droits de l'homme établi en 2011<sup>1</sup>. Durant la période considérée, le Conseil d'administration a continué de multiplier les possibilités de formuler, de sa propre initiative, des orientations précises sur la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, y compris sur le soutien apporté au moyen des ressources du Fonds de contributions volontaires pour aider les États Membres à développer leur capacité de s'acquitter efficacement de leurs obligations en matière de droits de l'homme et à mettre en commun leurs bonnes pratiques.

4. Les membres du Conseil d'administration, en tant également que membres du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique aux fins de l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel, fournissent au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) des orientations et des conseils visant à améliorer l'efficacité de l'assistance technique et du soutien financier apportés aux États pour les aider à mettre en œuvre les recommandations faites dans le cadre de l'Examen périodique universel et d'autres mécanismes internationaux. En 2023, le Conseil d'administration a continué d'appuyer les efforts déployés par le HCDH pour optimiser les directives formulées à l'intention des partenaires des Nations Unies aux fins de la mise en application des textes issus de l'Examen périodique universel et de la compilation des bonnes pratiques relatives à l'utilisation de ce mécanisme. L'Examen périodique universel et les autres mécanismes internationaux des droits de l'homme restent des points d'ancrage importants pour promouvoir les droits de l'homme dans les États Membres et fournissent des orientations précieuses pour les activités d'appui menées par l'ONU et le HCDH.

5. En 2023, le nombre de demandes tendant à ce que le HCDH établisse une présence ou apporte un appui au niveau national a continué d'augmenter. Cette augmentation concerne aussi bien les demandes d'appui adressées aux bureaux régionaux du HCDH par des États Membres dans lesquels le Haut-Commissariat n'entretient pas de présence que celles faites par des équipes de pays des Nations Unies tendant à ce qu'une conseillère ou un conseiller

<sup>1</sup> [A/HRC/16/66](#).

pour les droits de l'homme soit déployé dans le bureau de la coordonnatrice ou du coordonnateur résident concerné, ainsi que les demandes au titre d'autres types de projets d'appui technique. Le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le trentième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne ont inspiré les États Membres à intensifier la coopération avec le HCDH, notamment à renforcer le soutien en faveur de la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Le Conseil d'administration juge très encourageante cette hausse du nombre de demandes de coopération technique et de services consultatifs formulées par les États, notamment dans le cadre des travaux du Conseil des droits de l'homme, au HCDH, invité à agir seul ou en collaboration avec d'autres entités des Nations Unies.

6. Le Conseil d'administration a continué de faciliter le partage de données d'expérience et d'inciter les États à élargir les partenariats avec le HCDH et, bien souvent, avec d'autres entités des Nations Unies et des partenaires bilatéraux afin de bénéficier de services consultatifs et d'une assistance technique dans le domaine des droits de l'homme. Il se réjouit en particulier de la volonté grandissante des États Membres de partager les bonnes pratiques et les résultats obtenus grâce à la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme avec le HCDH et d'autres partenaires des Nations Unies, ainsi qu'avec des partenaires bilatéraux, régionaux et internationaux. Les États membres et les États observateurs du Conseil des droits de l'homme ainsi que les partenaires nationaux avec lesquels le Conseil d'administration s'est entretenu ont témoigné de cette détermination, qui est également saluée dans les résolutions pertinentes du Conseil des droits de l'homme, dont, récemment, les résolutions [53/11](#) et [54/28](#). En 2023, le Conseil d'administration a continué de dispenser au HCDH et à d'autres partenaires des Nations Unies des conseils sur les moyens de renforcer la coopération technique, notamment dans le cadre des propositions du Secrétaire général relatives à la réforme du système des Nations Unies.

7. Dans le contexte de son mandat consistant à faciliter le soutien aux programmes et initiatives de coopération technique tendant à renforcer la protection de tous les droits de l'homme – économiques, civils, culturels, politiques et sociaux –, le Conseil d'administration a continué d'examiner, avec le HCDH et les États, les moyens de renforcer les partenariats pour faire face aux conséquences des crises mondiales, en particulier aux effets persistants de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ainsi qu'aux répercussions de l'inflation, de l'insécurité alimentaire, des conflits et des changements climatiques, qui tendent à creuser les inégalités. Dans tous ces domaines, l'accent est mis sur la mise en place de programmes visant à remédier aux coûts associés aux lacunes existantes en matière de droits de l'homme et sur les économies permises par l'action préventive à laquelle contribue la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme.

## **II. Activités du Fonds de contributions volontaires et du Conseil d'administration**

8. Comme les années précédentes, le Conseil d'administration a pu tenir une session dans un pays où le HCDH est présent. Les visites de pays et les discussions sur le terrain avec les présences du HCDH, d'autres entités des Nations Unies et les partenaires nationaux et régionaux sont des outils essentiels qui lui permettent de continuer à dispenser des conseils pratiques éclairés au sujet des programmes de coopération technique aux niveaux national et régional.

9. Le Conseil d'administration a tenu sa cinquante-sixième session du 24 au 26 mai 2023 à Genève. Il s'agissait de la première session tenue en présentiel à Genève depuis 2019 et la pandémie de COVID-19. Toutefois, entre 2019 et 2023, le Conseil d'administration avait tenu des réunions en ligne et s'était rendu dans des pays de diverses régions, poursuivant le dialogue avec le HCDH et un large éventail de partenaires dans des contextes très variés. C'était donc la première fois qu'il avait la possibilité d'avoir des discussions ciblées avec Volker Türk, depuis que celui-ci avait été nommé Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, ainsi qu'avec les différents services du HCDH jouant un rôle essentiel dans la conception des activités de coopération technique au niveau national. Au cours de la session, le Conseil d'administration a examiné, avec de nombreux spécialistes et partenaires, la manière dont le HCDH pouvait renforcer la coopération technique dans le domaine des

droits de l'homme, compte tenu des difficultés rencontrées et des perspectives offertes dans la mise en œuvre du mandat que lui ont confié les États Membres comme suite à la Déclaration et au Programme d'action de Vienne.

10. La cinquante-septième session s'est tenue en Asie centrale du 12 au 17 novembre 2023 ; il s'agissait de la première visite du Conseil d'administration dans la région. Celui-ci s'est rendu dans deux pays où le HCDH entretient une présence sur le terrain, à savoir le Kirghizistan (Bichkek, du 12 au 14 novembre) et le Kazakhstan (Almaty et Astana, du 15 au 17 novembre), et a tenu des réunions en ligne avec des interlocuteurs d'autres pays. Lors de cette session, il s'est penché sur la coopération technique et les services consultatifs que fournit le HCDH, par l'intermédiaire du Bureau régional pour l'Asie centrale et des conseillers pour les droits de l'homme déployés au Kazakhstan et au Tadjikistan, pour renforcer le respect des droits de l'homme dans les pays de la région. En outre, il s'est entretenu avec la Haute-Commissaire adjointe aux droits de l'homme, le Directeur de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique du HCDH, des experts et des partenaires au sujet du soutien apporté aux programmes gérés par les bureaux régionaux du Haut-Commissariat et de la pertinence de ces programmes s'agissant de répondre aux besoins spécifiques des pays, notamment dans le cadre de la collaboration entre le HCDH et les équipes de pays des Nations Unies de la région.

11. M<sup>me</sup> Berar Awad a présidé ces sessions. Le Conseil d'administration a en outre examiné l'état d'exécution du plan de travail et du plan de dépenses du Fonds de contributions volontaires, y compris l'état du financement du plan de dépenses du Fonds pour 2023. Il a approuvé le plan de travail proposé pour 2024 à sa cinquante-septième session.

12. Durant ces sessions, le Conseil d'administration a mis en avant l'évolution rapide du contexte dans lequel sont menées les activités de coopération technique relatives aux droits de l'homme et les possibilités offertes par les initiatives telles que Droits humains 75, le Sommet sur les objectifs de développement durable et les préparatifs du Sommet de l'avenir pour affermir le rôle majeur revenant aux droits de l'homme dans la fourniture aux États Membres d'une assistance technique destinée à assurer le développement durable et le renforcement des capacités institutionnelles nécessaires pour garantir des sociétés pacifiques et résilientes. Il a insisté sur le fait qu'il importait d'assurer un financement adéquat et durable de la coopération technique pour pouvoir continuer de soutenir les efforts nationaux et régionaux tendant à promouvoir la jouissance par toutes et tous de tous les droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux, eu égard en particulier aux dommages – tant en termes de vies humaines et que d'entraves à l'exercice des droits de l'homme subies par des milliards de personnes – causés par les crises mondiales, comme les conflits armés, le creusement des inégalités sociales et économiques, les changements climatiques et le mauvais usage des technologies numériques.

## A. Cinquante-sixième session

13. La cinquante-sixième session du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme et la dix-neuvième session du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique aux fins de l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel se sont tenues à Genève, du 24 au 26 mai 2023.

14. C'était la première fois que le Conseil d'administration avait l'occasion de s'entretenir avec le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk. La cinquante-sixième session avait pour objectifs : a) de tirer des enseignements de l'approche stratégique suivie par le HCDH dans le cadre de l'initiative Droits humains 75, lancée pour célébrer le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, compte tenu du rôle important que joue la coopération technique dans la mise en œuvre du mandat confié au HCDH par les États Membres, de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne ; b) de mettre l'accent sur le fait que la coopération technique est nécessaire en ce qu'elle complète l'action menée par le système des droits de l'homme des Nations Unies, qui est solidement

ancré dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, en contribuant à recenser les difficultés rencontrées et les perspectives offertes en matière de promotion des droits de l'homme dans le monde entier, comme en témoigne l'augmentation du nombre de recommandations ciblées adressées aux pays par les mécanismes de protection des droits de l'homme, notamment au titre du quatrième cycle de l'Examen périodique universel. Le mandat de deux membres du Conseil d'administration, à savoir Morten Kjaerum (Danemark) et Valeriya Lutkovska (Ukraine), est arrivé à échéance à la fin de la session.

15. Les séances ont eu lieu parallèlement à des dialogues nationaux et régionaux organisés par le HCDH avec ses partenaires pour marquer le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Par conséquent, au cours d'une grande partie de la session, il a été tiré parti de l'occasion offerte par cette date importante pour rappeler aux États Membres que les droits de l'homme sont universels, indivisibles et interdépendants et pour montrer qu'ils sont plus que jamais nécessaires, tant pour prévenir les difficultés économiques, sociales, politiques et environnementales que pour les surmonter.

16. Des discussions et des échanges directs avec de hauts fonctionnaires du HCDH et des partenaires du Haut-Commissariat à Genève ont permis au Conseil d'administration de s'informer des progrès réalisés concernant l'intégration des droits de l'homme dans les principales initiatives de l'ONU, notamment dans Notre Programme commun et les cinq axes de changement connexes, dans l'ONU 2.0 ainsi que dans les préparatifs du Sommet de l'avenir. Le Conseil d'administration a souligné que ces initiatives reposaient sur le fait qu'une approche fondée sur les droits de l'homme permettait de trouver des solutions et des moyens de remédier aux motifs de mécontentement et il a encouragé le HCDH à adopter des mesures tendant à accroître la place accordée aux droits de l'homme dans ces initiatives et dans tous les autres domaines d'action de l'Organisation.

17. Le Conseil d'administration a été informé de l'avancement de l'élaboration du plan de gestion du HCDH pour la période 2024-2027 et du projet connexe HCDH 2.0, notamment de la façon dont les discussions organisées en interne ou avec des interlocuteurs externes dans le cadre du soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme devraient y contribuer. En résumé, les débats tenus au cours de la session ont été l'occasion de réfléchir tout naturellement avec le HCDH à la manière dont le mécanisme de la coopération technique pouvait être mieux mis à profit pour réaliser le potentiel des droits de l'homme perçu par les auteurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, à la lumière de l'expérience importante acquise depuis, pour le HCDH et les systèmes nationaux et international des droits de l'homme d'aujourd'hui.

18. Lors de la réunion avec le Haut-Commissaire, le Conseil d'administration a noté les efforts déployés par le HCDH pour collaborer avec les gouvernements et les autres parties prenantes à l'élaboration d'un programme commun axé sur les droits de l'homme et comportant un ensemble d'engagements qui seraient présentés en décembre lors d'une manifestation de haut niveau organisée à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il a souligné que la coopération technique était nécessaire en ce qu'elle complétait l'action menée par le solide système des droits de l'homme des Nations Unies et il a pris note des recommandations ciblées faites aux pays par les mécanismes de protection des droits de l'homme, notamment au titre de l'Examen périodique universel.

19. Le Conseil d'administration a salué la décision du HCDH de procéder à un examen de ses activités sur le terrain et de trouver des moyens de renforcer la capacité de ses présences dans les pays, dont beaucoup fonctionnent avec des ressources très limitées, qui sont très loin de répondre à leurs besoins. Il ressort de ses observations, effectuées notamment lors des visites de pays, que la fourniture d'un soutien efficace nécessite une présence au niveau national, offrant la possibilité d'échanger avec les parties prenantes locales et d'instaurer une confiance pérenne. Le Conseil d'administration a fait part de son appui sans réserve aux efforts déployés par le Haut-Commissaire pour faire en sorte que les activités du HCDH contribuent plus encore à améliorer la vie des gens, notamment en renforçant les présences sur le terrain. Il l'a encouragé à diffuser auprès des partenaires plus d'exemples concrets de résultats obtenus au niveau national, tels que ceux que lui-même a pu observer, notamment lors des visites de pays.

20. Le Conseil d'administration a noté qu'il était nécessaire, dans le cadre des efforts visant à accroître les contributions financières des États Membres en vue de garantir l'efficacité des activités du HCDH sur le terrain, que ce dernier communique davantage sur le fait que la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme participait à prévenir les conflits et la violence, comme souligné dans plusieurs rapports du Conseil des droits de l'homme et d'autres organes de décision de l'ONU. Il estime que l'Agenda pour la paix offre une nouvelle occasion de mettre en lumière ce constat capital. Il s'est réjoui d'apprendre que le plan de gestion du HCDH pour la période 2018-2023 comportait d'importants investissements en faveur d'une prévention axée sur la durée ainsi que de nombreux exemples de la contribution apportée par la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme.

21. Par ailleurs, le Conseil d'administration a invité le HCDH à renforcer ses capacités d'élaboration de stratégies d'adaptation et d'atténuation aux fins de la transition environnementale. Il s'est félicité de la coopération accrue nouée avec les acteurs clés de ce domaine, notamment le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation internationale du Travail et d'autres entités des Nations Unies, et a encouragé le HCDH à développer ses capacités sur le terrain, conformément aux recommandations formulées dans le rapport de 2023 (A/HRC/52/80). Il a noté que les bureaux régionaux apportant un soutien aux petits États insulaires en développement devaient absolument disposer de ressources dédiées à cet égard.

22. S'agissant des domaines d'action thématiques à consolider, le Conseil d'administration a constaté que le HCDH avait élargi son champ d'action afin de promouvoir les droits de l'homme dans la sphère numérique en réponse aux défis posés par l'intelligence artificielle et d'autres avancées technologiques pour les droits humains de millions de personnes à travers le monde. Il a incité le HCDH à accélérer ses efforts – en plus de ceux déployés dans le cadre des projets et initiatives déjà entrepris dans ce domaine – pour concevoir un cadre d'action global, notamment pour définir les principaux axes d'intervention sur le terrain, afin de renforcer les mécanismes nationaux et mondiaux de gouvernance en vue de relever ces défis.

23. Le Conseil d'administration a souligné que les activités de coopération technique du HCDH participaient à promouvoir les efforts de collaboration au sein du système des Nations Unies et entre les entités du système et les partenaires nationaux, conformément au mandat du Haut-Commissaire consistant à coordonner toutes les activités relatives aux droits de l'homme de l'Organisation. Il s'est félicité que le HCDH continue de faciliter le déploiement de conseillers et de conseillères pour les droits de l'homme dans les équipes de pays des Nations Unies ; en effet, la demande pour ce type de soutien continue de croître de manière exponentielle, tandis que les ressources permettant de saisir les occasions de faire progresser les droits de l'homme continuent de diminuer. Le Conseil d'administration a demandé au HCDH de s'attacher à accroître l'appui apporté pour aider ces conseillers et conseillères à s'acquitter de leurs fonctions et à renforcer leur capacité de contribuer efficacement avec les équipes de pays des Nations Unies à l'élaboration des analyses communes de pays et des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en collaborant plus étroitement avec les autres services du Haut-Commissariat.

24. En ce qui concerne le Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique aux fins de l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel, le Conseil d'administration a noté que le Fonds, grâce à ses projets de démarrage et en étroite coopération avec le programme de renforcement des capacités des organes conventionnels du HCDH, continuait de soutenir la création de mécanismes nationaux d'application, d'établissement de rapports et de suivi et le renforcement des mécanismes existants afin de faciliter la mise en œuvre effective des recommandations issues des mécanismes de protection des droits de l'homme. Selon lui, il serait utile de renforcer le principe de complémentarité, qui est l'un des principes fondamentaux de l'Examen périodique universel, tel que défini par le Conseil des droits de l'homme.

25. Le Conseil d'administration a rappelé au HCDH que le rôle joué par les parlements dans l'application des recommandations issues des mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme était largement admis ; en effet, la mise en œuvre de ces recommandations passait souvent par une action législative et avait une incidence sur les

politiques en matière de droits de l'homme et sur les allocations budgétaires. En 2023, 50 % des projets soutenus par le Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique aux fins de l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel ont eu pour objectif d'améliorer les connaissances au sujet de la capacité des parlements nationaux de donner effet aux recommandations formulées dans le cadre de l'Examen périodique universel, en vue de la renforcer, contre 10 % en 2022. Pour maximiser l'efficacité de ces efforts, il est essentiel de renforcer la coordination au sein du HCDH, y compris avec le personnel travaillant avec d'autres mécanismes et sur le terrain. Le Conseil d'administration a aussi rappelé qu'il avait plusieurs fois recommandé d'élargir la portée des activités de renforcement des capacités à la mise en application – et pas uniquement à l'adoption – des nouvelles lois élaborées par les pays dans le cadre du suivi de l'Examen périodique universel.

26. Le Conseil d'administration est pleinement satisfait de la séance finale de bilan tenue à Genève, convoquée et organisée conjointement avec le Gouvernement suédois à l'intention des États Membres, qui a permis de mieux comprendre comment le HCDH fait face aux principaux défis rencontrés sur le terrain grâce à ses activités de coopération technique. Les États Membres se sont montrés intéressés par les exemples concrets d'activités menées dans les pays, qui ont illustré la manière dont le HCDH tirait parti de son rôle fédérateur au niveau national pour instaurer la confiance et promouvoir le dialogue entre les pouvoirs publics et la société civile, en particulier en ces temps de rétrécissement de l'espace civique, et pour relever les principaux défis en matière de droits économiques et sociaux dans des contextes spécifiques.

## **B. Cinquante-septième session**

27. La cinquante-septième session du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme et la vingtième session du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique aux fins de l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel se sont tenues à Bichkek, Almaty (Kazakhstan) et Astana, du 12 au 17 novembre 2023. L'objectif était d'examiner les services de coopération technique et de conseil fournis par le HCDH en vue de renforcer le respect des droits de l'homme dans les pays d'Asie centrale. Il s'agissait de la première visite du Conseil d'administration dans la région. Les sessions ont été l'occasion de se pencher plus particulièrement : sur le projet du HCDH de procéder à un examen de ses présences sur le terrain et de trouver des moyens d'accroître son empreinte dans les pays ; sur la façon dont la coopération technique peut contribuer aux efforts déployés pour obtenir un financement plus prévisible des activités sur le terrain à partir de sources pluriannuelles ou à long terme issues tant du budget ordinaire que de contributions extrabudgétaires ; sur le renforcement prévu du rôle des présences sur le terrain dans le cadre des travaux du HCDH. Cette session était la première à laquelle Margaret Nicholson (Royaume-Uni) et Dainius Pūras (Lituanie) participaient, en tant que nouveaux membres du Conseil d'administration.

28. Les sessions se sont tenues sous forme hybride ; des discussions en présentiel ont eu lieu avec les partenaires du HCDH au Kirghizistan et au Kazakhstan et des réunions virtuelles ont été organisées avec certains partenaires au Tadjikistan, au Turkménistan et en Ouzbékistan, ainsi qu'avec différentes divisions et unités du HCDH à Genève.

29. Lors de cette première visite en Asie centrale, le Conseil d'administration a été sensibilisé aux défis rencontrés par les gouvernements de pays ayant récemment acquis leur indépendance s'agissant de mettre en place les cadres législatif et institutionnel ainsi que les cadres de politique générale et de coopération nécessaires pour s'acquitter de leurs obligations en matière de droits de l'homme, question à laquelle il était déjà très sensible. Il est ressorti des échanges organisés avec les partenaires du HCDH au Kirghizistan et au Kazakhstan que la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme – et notamment les activités des bureaux régionaux et des conseillers et conseillères pour les droits de l'homme déployés dans les équipes de pays – pouvait grandement aider les pays à relever ces défis.

30. Le Conseil d'administration a pris note des demandes tendant à ce qu'un appui soit fourni pour élaborer de meilleures législations et encouragé le HCDH à offrir des services d'assistance technique aux fins de la révision des textes de loi, sous forme de capacités de traduction dans les langues nationales. De tels services aideraient les pays de la région à mieux aligner leur législation interne sur les normes en matière de droits de l'homme. Ainsi, la conseillère pour les droits de l'homme au Kazakhstan a pu aider l'équipe de pays des Nations Unies à offrir à l'État des conseils aux fins de l'élaboration du Code social. Sa capacité de collaborer et de se coordonner avec les différentes entités composant l'équipe de pays, compte tenu de leur domaine d'expertise respectif, afin de réaliser une analyse complète fondée sur les droits de l'homme des éléments à prendre en considération dans une politique aussi vaste qu'un code social constitue, de l'avis du Conseil d'administration, une pratique exemplaire à suivre. Cet exemple montre que, lorsque les différents organismes du système se mobilisent en faveur des droits de l'homme, ils sont capables de fournir des conseils stratégiques intégrés et de grande qualité. Il convient également de mettre en avant la coopération que le HCDH et les équipes de pays au Kazakhstan et au Kirghizistan ont établie avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en vue de promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels, qui offre un niveau de soutien supplémentaire.

31. Le Conseil d'administration a également salué la collaboration productive que le Bureau régional du HCDH pour l'Asie centrale et la conseillère pour les droits de l'homme au Kazakhstan ont mise en place avec les institutions nationales des droits de l'homme et les mécanismes nationaux de prévention de la torture du Kirghizistan et du Kazakhstan, deux institutions clés en matière de protection des droits de l'homme au niveau national. Il s'est réjoui des efforts déployés dans les deux pays pour aider les institutions nationales des droits de l'homme à obtenir l'accréditation d'institution conforme aux Principes de Paris et pour renforcer les mécanismes nationaux de prévention de la torture. Ces efforts ont consisté, au Kirghizistan, à conseiller les autorités quant aux meilleures mesures à prendre pour préserver les capacités du mécanisme national et, au Kazakhstan, à former les membres nouvellement élus du mécanisme national et à préconiser la mise en œuvre des recommandations formulées par celui-ci. Le Conseil d'administration s'est félicité, en particulier, des résultats positifs obtenus au Kirghizistan par le mécanisme national de prévention ainsi que de la collaboration entre ce dernier et le Sous-Comité pour la prévention de la torture facilitée par le Bureau régional pour l'Asie centrale afin de renforcer les capacités du pays à mettre sa législation relative à la torture en conformité avec les normes internationales.

32. Le Conseil d'administration a apprécié la contribution apportée par le HCDH à l'institutionnalisation de la formation aux droits de l'homme dispensée aux juges et aux autres autorités judiciaires dans les domaines de la justice pénale, des disparitions forcées, de la torture, de la lutte contre la discrimination et des droits économiques, sociaux et culturels, à un moment où les cadres constitutionnel et législatif continuent d'évoluer constamment. Par exemple, une collaboration a été mise en place avec l'École supérieure de la magistrature du Kirghizistan, qui relève de la Cour suprême, afin d'intégrer la question des droits de l'homme dans les cursus proposés. Au Kazakhstan, une collaboration a été nouée avec le Ministère de la justice pour élaborer une liste d'indicateurs relatifs aux droits à l'éducation, à la participation aux affaires publiques, à un logement adéquat et à un procès équitable, au droit de ne pas être soumis à la torture et à la prévention de la violence à l'égard des femmes. Concernant certaines de ces questions, le Conseil d'administration a noté qu'un écart important existait entre les zones urbaines et les zones rurales et souligné qu'il importait de veiller à ce que l'accès à la justice soit renforcé dans les zones rurales, en particulier pour les groupes les plus exposés au risque d'être victimes de violations des droits de l'homme. Il a encouragé le Bureau régional pour l'Asie centrale à travailler avec les autorités locales pour s'assurer que les progrès réalisés s'agissant de promouvoir la justice dans les pays de la région se traduisent bien par des résultats concrets pour les personnes vivant en milieu rural et en dehors de la capitale.

33. Le Conseil d'administration a souligné qu'il était nécessaire de mettre en place des programmes complets d'éducation aux droits de l'homme en complément des lois et politiques, notant la persistance, en particulier en milieu rural, de pratiques contraires aux droits de l'homme (violences domestiques à l'égard des femmes, violences contre les enfants, enlèvements à des fins de mariage ou encore agressions contre des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres ou intersexes) et la prévalence d'informations faisant état de



telles pratiques. Il a insisté sur le fait qu'il fallait instaurer des dialogues nationaux sur les incidences des changements climatiques et des politiques de transition environnementale dans la région, ainsi que sur les conséquences des inégalités de revenus, de l'inflation et des politiques économiques sur les droits économiques, sociaux et culturels. Ces deux types de problèmes sont très présents dans la région et se manifestent de multiples façons. Le Conseil d'administration a indiqué qu'il était possible d'associer les entreprises aux efforts déployés à cet égard, notamment au Kazakhstan.

34. Le Conseil d'administration a salué l'engagement croissant des Gouvernements et des autres parties prenantes des deux pays visités en faveur des mécanismes de protection des droits de l'homme des Nations Unies, en particulier l'Examen périodique universel. Il s'est félicité des efforts déployés par la société civile et, en particulier, par les représentants de groupes risquant d'être laissés pour compte s'agissant de faire part de leur expérience aux différents mécanismes, ainsi que de l'appui apporté par le Bureau régional pour l'Asie centrale et par la conseillère et le conseiller pour les droits de l'homme au Kazakhstan et au Tadjikistan aux fins de la diffusion d'informations sur les travaux des mécanismes de protection des droits de l'homme et sur leurs recommandations dans la région. En outre, il a appris avec satisfaction qu'une assistance technique était fournie afin de mettre en place des mécanismes nationaux chargés de l'application et du suivi des recommandations formulées par les mécanismes de protection des droits de l'homme des Nations Unies et de l'établissement de rapports connexes, notamment dans le cadre des préparatifs de l'examen concernant le Kirghizistan conduit par le Comité des droits de l'enfant en septembre 2023 et de la participation du Kazakhstan au quatrième cycle de l'Examen périodique universel en 2025.

35. Lors de ses visites, le Conseil d'administration a applaudi les efforts notables déployés pour renforcer la participation des groupes risquant d'être laissés pour compte, parmi lesquels on peut citer l'élaboration, avec le soutien du HCDH, de lois relatives aux jeunes et aux personnes handicapées au Kirghizistan et au Tadjikistan. Il convient aussi de mettre en avant les travaux conduits par le Bureau régional pour l'Asie centrale, qui a participé à l'élaboration de modules d'enseignement sur les droits de l'homme, la lutte contre la discrimination, la diversité et la tolérance, lesquels seront intégrés aux programmes d'enseignement secondaire des pays concernés. Investir dans l'éducation aux droits de l'homme des plus jeunes revient à investir dans la paix et la cohésion sociale pour le présent et l'avenir. Le Conseil d'administration a également souligné qu'il importait, dans toute la région, de travailler avec les jeunes, qui représentaient une part importante de la population des pays concernés, d'encourager leur participation à l'élaboration des politiques et d'attirer l'attention des autorités nationales et locales sur le fait qu'il était urgent de tenir compte de leurs priorités. À cet égard, il était extrêmement important d'améliorer l'accès à l'éducation et aux perspectives économiques, notamment aux possibilités d'emploi et au travail décent.

36. La coopération technique dans le domaine des droits de l'homme peut également aider les différents segments de la société et les pouvoirs publics à trouver, grâce au dialogue, des solutions durables aux difficultés rencontrées par les pays en matière de droits de l'homme. Le Conseil d'administration s'est réjoui d'apprendre que, dans les deux pays visités, le HCDH avait contribué à renforcer la participation de la société civile aux processus de développement en dispensant des conseils aux fins de l'élaboration de lois essentielles, relatives par exemple aux médias ou encore aux organisations non gouvernementales et à leur financement. En plus d'orienter les législateurs pour garantir la conformité des projets de loi avec les normes internationales en matière de droits de l'homme, le HCDH et les autres entités des Nations Unies peuvent également partager les enseignements tirés de travaux similaires menés dans d'autres parties du monde afin d'aider les décideurs à éviter les écueils rencontrés ailleurs.

37. Au cours de sa visite, le Conseil d'administration a constaté avec satisfaction que la société civile était active dans la région et observé d'excellents exemples de collaboration étroite entre celle-ci et les mécanismes de protection des droits de l'homme, notamment avec les organes conventionnels et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et dans le cadre de l'Examen périodique universel. Il a noté les résultats positifs obtenus par le HCDH pour ce qui était de promouvoir la ratification des instruments relatifs aux droits de l'homme, l'établissement de rapports et l'organisation de

visites par les mécanismes, ainsi que l'efficacité des activités de renforcement des capacités menées pour aider les organisations de la société civile à coopérer avec ces mécanismes. Dans le cadre de ses échanges avec les autorités kazakhstanaïses et kirghizes, il a souligné que des organisations non gouvernementales actives pouvaient contribuer à améliorer les politiques, concernant notamment les droits économiques, sociaux et culturels. Il a encouragé tous les interlocuteurs à considérer ces organisations non seulement comme des prestataires de services, mais aussi comme des partenaires dans l'élaboration de politiques de développement efficaces.

38. Enfin, le Conseil d'administration a salué l'engagement des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies en faveur des droits de l'homme et s'est vivement félicité du rôle important joué par le HCDH dans la région, par l'intermédiaire tant de son bureau régional pour l'Asie centrale que de la conseillère et du conseiller pour les droits de l'homme déployés au Kazakhstan et au Tadjikistan. Il estime que le fait d'inclure des références explicites aux recommandations issues de l'Examen périodique universel dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, comme c'est le cas dans la région, constitue une bonne pratique qui mérite d'être partagée avec d'autres pays. Il est essentiel que les entités des Nations Unies sur le terrain continuent de coopérer étroitement pour relever les nouveaux défis qui se posent, tels que la situation des réfugiés, des apatrides et des migrants, la lutte contre la pollution et l'atténuation des effets qu'ont les changements climatiques sur les personnes les plus vulnérables de la région.

### **III. Coopération technique**

#### **A. Renforcer la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme : principales initiatives**

39. Le Conseil d'administration note avec satisfaction que, dans les résolutions qu'ils adoptent, les États membres du Conseil des droits de l'homme s'attachent à recenser différents moyens de renforcer la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. C'est notamment le cas dans la résolution 54/28, récemment adoptée, sur l'amélioration de la coopération technique et le renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme, dans laquelle le Conseil des droits de l'homme a demandé au HCDH d'établir et de tenir à jour un répertoire en ligne des activités de coopération technique et de renforcement des capacités en lien avec l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel, à partir des communications volontaires des États, ainsi que des organismes, fonds et programmes des Nations Unies concernés et d'autres parties prenantes, et de l'informer chaque année des informations ainsi recueillies. Le Conseil d'administration se félicite également de l'adoption de la résolution 53/11, sur le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme, dans laquelle le Conseil des droits de l'homme a prié le Haut-Commissaire d'organiser plusieurs séminaires régionaux sur le thème de la contribution de la coopération Nord-Sud, de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire à la jouissance de tous les droits de l'homme, y compris le droit au développement.

40. De telles initiatives contribuent à améliorer l'efficacité et la visibilité des activités potentielles ou en cours de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Elles permettent également aux États Membres, aux organisations internationales ou régionales et à toutes les autres parties prenantes d'échanger, de cerner les problèmes et les lacunes et de mettre en commun les bonnes pratiques et les données d'expérience relatives à la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. De plus, elles incitent le HCDH et les autres entités des Nations Unies à trouver des moyens d'améliorer leur offre de coopération technique pour les États Membres. Le Conseil d'administration est heureux de contribuer à ces efforts par ses rapports et interventions et se réjouit de continuer à collaborer à de telles initiatives à l'avenir.

41. Le Conseil d'administration est conscient des efforts considérables qu'ont déployés le HCDH et la communauté internationale pour célébrer le soixante-quinzième anniversaire

de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le trentième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne tout au long de l'année 2023. Il se félicite du succès retentissant qu'a eu l'initiative Droits humains 75 du HCDH, s'agissant : du nombre de pays ayant participé aux dialogues organisés aux niveaux national et régional ; du nombre de délégations ayant assisté à la manifestation de haut niveau les 11 et 12 décembre 2023 ; des plus de 700 contributions enregistrées par le HCDH dans le cadre de la commémoration, qui provenaient pour la plupart d'États Membres et dont une grande partie visait à soutenir la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Il attend avec intérêt d'en savoir plus au sujet de la suite donnée par le HCDH aux résultats des dialogues nationaux et régionaux ainsi que des contributions effectivement reçues.

42. Le Conseil d'administration a appris avec satisfaction que le prochain plan de gestion du HCDH serait adopté en 2024 et que, dans le cadre de cet exercice, le Haut-Commissariat s'apprêtait à lancer le projet HCDH 2.0, l'objectif étant d'être prêt pour l'avenir. Il se félicite en particulier de ce que, dans le cadre de ce plan, le HCDH envisage de renforcer ses capacités sur le terrain, notamment en mettant en place de nouvelles approches pour ses opérations régionales et nationales. Il salue cette initiative importante et attend avec intérêt d'en apprendre davantage, lors de ses prochaines sessions, sur la suite qui y sera donnée, en particulier sur la façon dont elle contribuera à renforcer la capacité du HCDH de fournir une coopération technique efficace en matière de droits de l'homme.

## **B. Mesurer les résultats de la coopération technique et des interventions du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme**

43. Au cours de ses visites sur le terrain, et notamment lors des deux dernières, dans les régions du Pacifique et de l'Asie centrale, le Conseil d'administration s'est rendu compte à maintes reprises des résultats significatifs que le HCDH pouvait aider les États Membres à obtenir en déployant ses capacités sur le terrain. Il encourage donc le Haut-Commissariat à continuer de renforcer ses capacités de coopération technique sur le terrain, en accordant une attention particulière au déploiement de capacités supplémentaires au niveau régional afin de fournir aux États Membres et aux partenaires un soutien adéquat qui concorde avec les priorités régionales en matière de droits de l'homme, à mesure que celles-ci se font jour. Les efforts récents du HCDH et des États Membres tendant à déployer au niveau régional des capacités de soutien spécialisées dans des domaines clés, tels que la lutte contre la discrimination, le droit au développement et l'Examen périodique universel, contribueront considérablement à améliorer la capacité du Haut-Commissariat de fournir des services de coopération technique de meilleure qualité aux États Membres.

44. Le Conseil d'administration a regretté d'apprendre que la fermeture du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour l'intégration des droits de l'homme était prévue pour 2024, faute de financement, malgré les efforts constants faits par le HCDH et le Bureau de la coordination des activités de développement pour trouver des contributions supplémentaires. Le Fonds a été l'un des principaux contributeurs au programme des conseillers et conseillères pour les droits de l'homme, qu'il a financé par l'intermédiaire du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Le Conseil d'administration se félicite de la décision du HCDH de maintenir ce programme et de prendre la responsabilité des efforts de financement par l'intermédiaire du Fonds de contributions volontaires. Il espère que, grâce aux efforts conjugués du HCDH, du Bureau de la coordination des activités de développement et des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, des ressources suffisantes seront mobilisées pour couvrir les 20,4 millions de dollars des États-Unis nécessaires au maintien et à l'élargissement du programme en 2024.

45. Les conseillers et conseillères pour les droits de l'homme déployés dans les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents apportent une valeur stratégique indéniable. Lors de ses deux dernières visites sur le terrain, dans les régions du Pacifique et de l'Asie centrale, le Conseil d'administration a pu constater qu'ils parvenaient à mobiliser non seulement les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et leurs collègues, mais aussi les différentes entités composant les équipes de pays des Nations Unies, afin de susciter des actions en faveur des droits de l'homme. À défaut de pouvoir disposer d'un bureau ou d'une

mission technique dans tous les pays, le HCDH devrait s'efforcer de déployer des conseillers et conseillères pour les droits de l'homme dans les équipes de pays.

46. En plus de rechercher des fonds pour maintenir et élargir ce programme, le HCDH devrait s'attacher à renforcer sa capacité d'aider les conseillers et conseillères à tirer parti des possibilités de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme recensées au niveau local. Les demandes d'appui sur le terrain ne visent pas uniquement à apporter un soutien aux parties prenantes nationales au nom de la coordonnatrice ou du coordonnateur résident ou de l'équipe de pays des Nations Unies, mais vont souvent au-delà. Le HCDH a alors l'occasion d'élargir la portée de ses travaux dans le pays concerné. Par conséquent, les conseillers et conseillères pour les droits de l'homme doivent se coordonner étroitement avec le HCDH et avec la coordonnatrice ou le coordinateur résident pour déterminer comment répondre au mieux aux attentes. Dans les pays où il n'a pas déployé de tels conseillers, mais où un appui est fourni par l'un de ses bureaux, le HCDH devrait insister sur le fait que le bureau en question a pour mission de conseiller la coordonnatrice ou le coordonnateur résident et l'équipe de pays des Nations Unies sur les questions relatives aux droits de l'homme, conformément au mandat du Haut-Commissaire qui consiste à promouvoir et à protéger les activités liées aux droits de l'homme dans l'ensemble du système.

47. Enfin, le Conseil d'administration a continué et continuera de préconiser que les programmes de coopération technique soient élaborés et exécutés en y faisant participer aussi largement que possible tous les éléments de la société. Comme indiqué dans ses rapports précédents, on sait que les décisions relatives aux politiques qui ne tiennent pas compte des points de vue, des réalités et des droits des membres de la société, y compris des personnes risquant d'être laissées pour compte, ne sont pas viables, voire peuvent nuire, en ce qu'elles risquent de perpétuer des schémas de discrimination et de marginalisation anciens, empêchant ainsi le développement de sociétés pacifiques et résilientes. Les services de coopération technique et de conseil devraient continuer de promouvoir et de protéger la participation et l'espace civique. Le HCDH et les autres entités des Nations Unies devront actualiser les priorités des programmes et les méthodes utilisées afin de renforcer leur aptitude à atteindre les différents segments de la société, y compris les entreprises, compte tenu du rôle important qu'ils jouent dans la promotion et la protection des principaux droits de l'homme.

#### **IV. Situation financière et donateurs**

48. À ses cinquante-sixième et cinquante-septième sessions, le Conseil d'administration a été informé de la situation financière générale du Fonds de contributions volontaires. Il a examiné et analysé l'état d'exécution du plan de travail du Fonds pour 2023. L'analyse des tendances de financement entre 2013 et 2023 fait apparaître une augmentation en 2023 (voir l'annexe I). Le soutien important au Fonds de contributions volontaires reflète la vision stratégique du HCDH et sa capacité renforcée de communiquer au sujet des principaux résultats obtenus dans le cadre de l'appui qu'il apporte aux États. Le Conseil d'administration s'est une fois de plus félicité des apports de ressources financières, qui sont indispensables pour continuer de répondre aux demandes d'appui des États, toujours plus nombreuses. Il souligne de nouveau l'importance des contributions non préaffectées, qui offrent au HCDH la souplesse et la prévisibilité dont il a besoin pour satisfaire les demandes et besoins relatifs aux droits de l'homme sur le terrain.

49. En 2023, le montant total des recettes enregistrées par le Fonds de contributions volontaires s'est établi à 32 483 766 dollars, y compris les contributions versées pour l'année, les annonces de contribution à recevoir, les recettes diverses et les intérêts perçus. Les contributions versées en 2023 ont été plus élevées sur celles des années précédentes, ce qui permet de compenser en partie le déficit de financement du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour l'intégration des droits de l'homme. Au cours des années précédentes, le Fonds de contributions volontaires avait constitué des réserves afin de favoriser la stabilité des programmes qu'il souhaitait soutenir. Un budget plus ambitieux de 34,4 millions de dollars avait donc pu être établi pour 2023. En 2023, le montant total des dépenses du Fonds s'est élevé à 28 327 452 dollars. Une gestion prudente a permis au HCDH de dégager un solde adéquat pour assurer la continuité des travaux en 2024, compte tenu également de la

nécessité de stabiliser le programme des conseillers et conseillères pour les droits de l'homme. Au 31 décembre 2023, le solde des réserves du Fonds de contributions volontaires s'établissait à 24 437 507 dollars.

50. En 2023, le Fonds de contributions volontaires a financé des programmes de coopération technique ayant pour objet d'établir des cadres nationaux solides de protection des droits de l'homme dans les 59 régions, pays ou territoires ci-après (contre 69 en 2022) : Afghanistan, Argentine, Bangladesh, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Congo, Costa Rica, Équateur, Eswatini, Fédération de Russie, Gambie, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Lesotho, Libye, Madagascar, Maldives, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar (programme basé à Bangkok), Macédoine du Nord, Népal, Niger, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République centrafricaine, République dominicaine, République de Moldova, Rwanda, Samoa, Serbie, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Tadjikistan, Tchad, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Zambie, Zimbabwe, État de Palestine et région du Caucase du Sud (Géorgie).

51. Le déficit de financement persistant du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour l'intégration des droits de l'homme a eu un impact sur le Fonds de contributions volontaires et s'est pour la première fois traduit par une baisse du nombre de pays ayant pu bénéficier de l'appui d'un conseiller ou d'une conseillère pour les droits de l'homme. Le Conseil d'administration encourage le HCDH à veiller à ce que l'éventuelle fermeture du Fonds d'affectation spéciale en 2024 ne nuise pas davantage au programme des conseillers pour les droits de l'homme. Les ressources disponibles ont néanmoins permis de faciliter, au plan national, d'importants efforts tendant à intégrer les normes internationales en matière de droits de l'homme dans les lois, politiques et pratiques des pays concernés, l'accent étant mis sur les aspects de la crise mondiale ayant trait aux droits de l'homme, y compris les inégalités, les changements climatiques et les pandémies mondiales. Un soutien technique indispensable a ainsi été fourni aux fins de la prise en compte des droits de l'homme dans les politiques et les pratiques visant à relever ces défis ainsi que d'autres.

52. Le Fonds de contributions volontaires a en outre concouru à la mise en place ou au renforcement, au niveau national, de structures, d'institutions (y compris d'institutions des droits de l'homme) et de capacités destinées à garantir le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme. On trouvera des informations détaillées sur les recettes et les dépenses du Fonds et sur sa situation financière en 2023 ainsi que la liste des donateurs et des contributeurs dans les annexes II à IV au présent rapport.

53. À ses sessions de 2023, le Conseil d'administration a continué de coopérer avec le Service de communication externe du HCDH en vue d'accroître autant que possible la visibilité des résultats du soutien que le HCDH fournit sous forme de coopération technique. Les activités de communication, à l'occasion des sessions par exemple, sont un bon moyen pour le Conseil de faire connaître ses points de vue et ses observations et de mobiliser les partenaires afin d'élargir la base des donateurs du Fonds et de soutenir en particulier les activités menées dans la région. Les constatations et suggestions du Conseil concernant la coopération technique offerte par le HCDH suscitent un intérêt croissant sur le terrain et ses membres sont invités à faire part de leurs avis concernant les enseignements tirés dans les différentes régions.

## V. Principales conclusions et recommandations

54. Lors de ses discussions avec différents interlocuteurs, tant au siège que sur le terrain, le Conseil d'administration a constaté que tous les acteurs – États Membres, entités des Nations Unies ou encore société civile – étaient de plus en plus conscients que de la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme permettait de trouver des solutions aux différents défis se posant dans le monde. Il salue les efforts déployés par les États Membres et le HCDH pour renforcer la coopération technique et recommande que les éléments clés des programmes ayant montré leur efficacité, tels qu'énumérés dans ses rapports, soient utilisés pour établir des normes aux fins de l'élaboration de programmes de coopération technique dans le domaine des droits de

l'homme. Il accueille avec satisfaction les conclusions présentées par le Haut-Commissaire dans son rapport<sup>2</sup> et recommande qu'elles soient considérées comme complétant lesdits éléments clés.

55. Dans ses derniers rapports, le Conseil d'administration s'est concentré sur les conséquences de la pandémie de COVID-19, notamment sur les inégalités économiques et sociales qui existaient avant la pandémie. Dans son dernier rapport, il a également souligné qu'il était nécessaire de se pencher sur les défis posés par les changements climatiques et la pollution pour les droits de l'homme. Compte tenu des répercussions qu'ont les conflits et la violence sur les droits de millions de personnes et des menaces croissantes découlant du mauvais usage qui peut être fait des technologies numériques, il recommande qu'une attention soit accordée non seulement à la question des droits économiques et sociaux et des changements climatiques, mais aussi aux moyens de faire face aux menaces que les conflits, la violence et les nouvelles technologies numériques font peser sur les droits de l'homme. Une action préventive étant nécessaire pour résoudre ces problèmes et les autres avant qu'ils ne se transforment en crise, le Conseil d'administration recommande au HCDH de se doter de capacités supplémentaires au niveau national pour détecter et suivre les risques pesant sur les droits de l'homme dans ces quatre domaines, ainsi que de capacités lui permettant de communiquer rapidement à ce sujet afin que les États Membres puissent agir promptement.

56. Le Conseil d'administration accueille avec satisfaction les efforts déployés par le Conseil des droits de l'homme et le HCDH pour mettre en avant les liens entre les recommandations formulées par les mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme, les objectifs de développement durable et les plans, rapports et cadres nationaux de coopération internationale. Il encourage les États Membres à se servir du Conseil des droits de l'homme comme d'une plateforme pour promouvoir la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme et pour mettre en commun les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience. Prenant note de l'augmentation rapide du nombre de recommandations formulées à l'intention des pays, notamment dans le cadre du quatrième cycle de l'Examen périodique universel, il recommande à nouveau au HCDH de trouver des moyens innovants de regrouper et de rationaliser les recommandations, qui sont nombreuses, afin d'aider les partenaires à s'y retrouver plus facilement et à déterminer les domaines d'action à privilégier dans le cadre de leurs programmes.

57. Le Conseil d'administration s'est félicité de la collaboration accrue mise en place avec les autres entités du système, en particulier avec les coordonnatrices et coordinateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, qui a permis de tirer parti des capacités d'analyse et de sensibilisation et des programmes de ces entités pour renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme au niveau national. Le mandat du Haut-Commissaire, qui consiste à coordonner les activités de promotion et de protection des droits de l'homme dans l'ensemble du système des Nations Unies, doit déboucher au niveau national sur des mesures concrètes menées conjointement dans le cadre, notamment, de l'appui que les organismes des Nations Unies apportent aux pays aux fins de l'application des recommandations formulées par les mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme. Le Conseil d'administration salue l'initiative du Haut-Commissaire, qui a demandé aux équipes de pays de rendre compte au HCDH de la manière dont elles allaient tenir compte des recommandations issues du quatrième cycle de l'Examen périodique universel dans leur programmation par pays. Il recommande que, à terme, cette pratique soit généralisée pour toutes les recommandations et que l'assistance fournie aux pays aux fins de la mise en œuvre des recommandations fasse l'objet d'un suivi systématique, dans le cadre des travaux du Groupe des Nations Unies pour le développement durable.

58. Afin d'accroître l'efficacité, l'efficacité et la cohérence de la coopération technique dispensée aux pays dans le domaine des droits de l'homme, le Conseil d'administration recommande au HCDH et aux autres entités compétentes des Nations Unies de renforcer leurs capacités de soutien au niveau régional. S'agissant du HCDH,

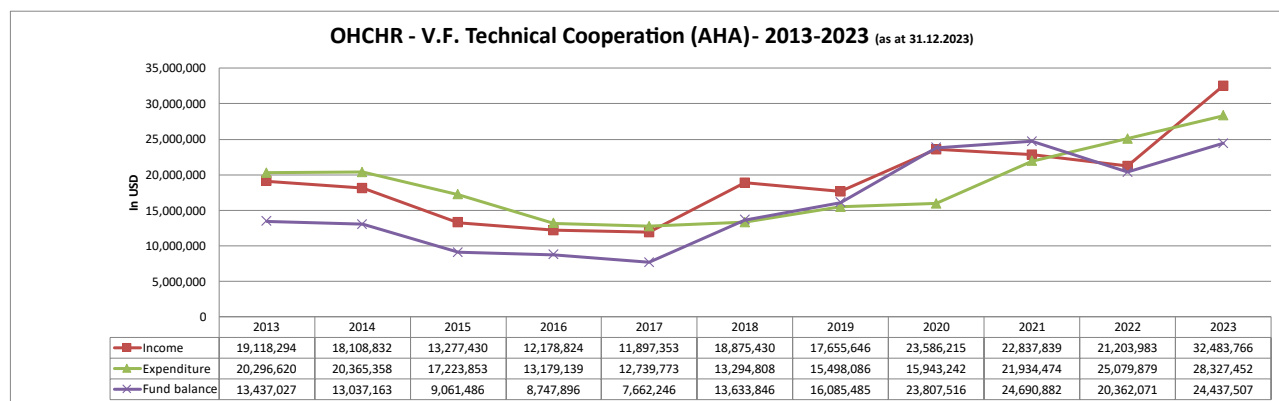
<sup>2</sup> A/HRC/53/63.

il a constaté, au cours de sa visite en Asie centrale, que les États Membres étaient toujours plus demandeurs d'une assistance qui les aiderait à intégrer une approche fondée sur les droits de l'homme dans leurs politiques en cours d'élaboration sur divers sujets. Il a également recensé plusieurs bonnes pratiques, énoncées dans le présent rapport, qui pourraient être reproduites dans d'autres régions, concernant par exemple les travaux du Bureau régional pour l'Asie centrale et l'action des conseillers et conseillères pour les droits de l'homme déployés auprès des équipes de pays des Nations Unies. Si les capacités du HCDH à Genève sont en mesure de soutenir ces efforts, la coopération technique nécessite, pour être efficace, des services dédiés et adaptés d'appui et de supervision, que sont mieux à même de fournir les capacités régionales. Le Conseil d'administration recommande au HCDH de recenser les possibilités d'accroître les services de supervision offerts à l'échelle régionale sur les plans stratégique, technique et administratif et sur le plan des programmes ainsi que les autres formes d'appui aux activités menées sur le terrain.

59. Le Conseil d'administration note avec satisfaction que le Conseil des droits de l'homme et les États reconnaissent l'utilité de ses travaux. Il est encouragé par le nombre croissant d'États qui demandent au HCDH de leur apporter un soutien sur le terrain. Il se félicite des contributions obtenues en 2023 par l'intermédiaire des divers mécanismes de financement gérés par le HCDH, dont les fonds de contributions volontaires. Le Conseil d'administration souligne une fois encore l'importance de veiller à la durabilité, à la prévisibilité et à la flexibilité des ressources et insiste sur la nécessité d'élargir la base de financement du HCDH, l'objectif étant que celui-ci dispose de la souplesse nécessaire pour que l'ensemble de ses programmes soient couverts. Il invite les États Membres à procéder au versement des contributions annoncées à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à soutenir le HCDH dans ses efforts visant à renforcer sa présence sur le terrain, afin de lui permettre de financer de façon adéquate et durable les programmes de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme dont le monde a aujourd'hui besoin. Il recommande également au HCDH de tout mettre en œuvre pour que l'élan suscité par ces annonces de contribution se poursuive lors du Sommet sur les objectifs de développement durable à venir et de veiller à ce que les droits de l'homme soient considérés, à juste titre, comme un élément indispensable des efforts visant à redresser la barre pour atteindre les objectifs de développement durable.

60. Le Conseil d'administration tient à remercier les donateurs qui, en ces temps difficiles, ont accru leurs apports au Fonds de contributions volontaires, en particulier ceux ayant pris des engagements pluriannuels. Il invite les États Membres qui participent au Fonds de contributions volontaires et au Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique aux fins de l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel à continuer de soutenir financièrement les activités de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, notamment en accroissant leurs contributions à ces deux Fonds et les crédits alloués aux travaux du HCDH en faveur des droits de l'homme au titre du budget ordinaire. Par ailleurs, il recommande qu'une attention particulière soit portée au financement du programme des conseillers et conseillères pour les droits de l'homme et note avec inquiétude le déficit de financement persistant, qui entrave la capacité du HCDH de répondre aux demandes des équipes de pays des Nations Unies, de plus en plus nombreuses à vouloir bénéficier d'un tel soutien.

## Annexe I

Contributions to the Voluntary Fund and expenditure trends  
(2013–2023)



## Annexe II

## Cost plan of the Voluntary Fund for 2023



Ver. 31/12/2024

## Voluntary Fund for Technical Cooperation (AHA)

Project Number	Approved Cost Plans 2023		Expenditure		Implementation %
	Field Operations & Technical Cooperation Division	Total USD	USD at 31.12.2024		
	(a) HR Advisers/HR Mainstreaming (43 countries):				
	<u>Europe and Central Asia (7 countries)</u>				
SB-009371.29	- Bosnia and Herzegovina	240,186	235,304	98%	
SB-009371.58	- Kazakhstan	204,564	199,757	98%	
SB-009371.22	- Macedonia	105,081	100,169	95%	
SB-009371.15	- Moldova	246,220	266,058	108%	
SB-009371.14	- Montenegro	301,945	269,212	89%	
SB-009371.27	- Southern Caucasus, Georgia	273,496	289,964	106%	
SB-009371.59	- Tajikistan	238,674	234,414	98%	
	<u>Africa (14 countries)</u>				
SB-009371.26	- Burundi	316,212	298,022	94%	
SB-009371.57	- Congo-Brazzaville	323,101	332,280	103%	
SB-009371.49	- Eswatini	254,475	250,924	99%	
SB-009371.52	- Gambia	249,627	248,895	100%	
SB-009371.30	- Guinea Bissau	315,757	330,210	105%	
SB-009371.25	- Kenya	293,462	293,375	100%	
SB-009371.21	- Lesotho	346,371	327,200	94%	
SB-009373.01	- Nigeria	340,659	276,252	81%	
SB-009371.09	- Madagascar	229,930	232,460	101%	
SB-009371.53	- Mozambique	248,970	226,608	91%	
SB-009371.10	- Rwanda	21,400	374	2%	
SB-009371.50	- Sierra Leone	309,210	400,334	129%	
SB-009371.48	- Zambia	283,272	278,223	98%	
SB-009371.02	- Zimbabwe	261,414	244,242	93%	
	<u>MENA (1 country)</u>				
SB-009371.04	- Jordan	296,343	247,433	83%	
	<u>Americas (11 countries)</u>				
SB-009371.37	- Argentina	125,888	107,635	86%	
SB-009371.34	- Barbados	264,020	263,205	100%	
SB-009371.41	- Belize	102,995	89,873	87%	
SB-009371.35	- Brazil	132,671	131,205	99%	
SB-009371.20	- Costa Rica	231,609	197,877	85%	
SB-009371.28	- Dominican Republic	252,271	251,743	100%	
SB-009371.39	- Ecuador	179,419	183,482	102%	
SB-009371.42	- Guyana	68,684	50,150	73%	
SB-009371.43	- Paraguay	105,832	100,721	95%	
SB-009371.40	- Trinidad & Tobago	187,234	141,117	75%	
SB-009371.36	- Uruguay	195,630	192,863	99%	
	<u>Asia &amp; Pacific region (10 countries)</u>				
SB-009371.03	- Bangladesh	277,181	263,024	95%	
SB-009371.12	- Maldives	307,857	268,061	87%	
SB-009371.33	- Mongolia	80,233	66,872	83%	
SB-009371.11	- Myanmar	290,086	271,376	94%	
SB-009371.46	- Nepal	86,671	76,894	89%	
SB-009371.06	- Papua New Guinea	183,723	57,417	31%	
SB-009371.47	- Philippines	234,904	205,345	87%	
SB-009371.60	- Samoa	254,412	248,783	98%	
SB-009371.24	- Sri Lanka	187,457	176,758	94%	
SB-009371.07	- Timor Leste	261,380	264,267	101%	
62%	Total HRA costs traditionally funded by MPTF-HRM Fund and VFTC-EXB	9,710,526	9,190,379	95%	




Ver. 31/12/2024

## Voluntary Fund for Technical Cooperation (AHA)

Project Number	Approved Cost Plans 2023		Expenditure		Implementation %
	Field Operations & Technical Cooperation Division	Total USD	USD at 31.12.2024		
	<b>(b) Support to HR Advisers</b>				
SE-018492	- Bosnia and Herzegovina	58,677	61,834	105%	
SE-002068	- Moldova	315,421	286,462	91%	
SE-002065	- Southern Caucasus, Georgia & Azerbaijan	543,946	513,161	94%	
SE-002365	- Serbia	268,729	239,444	89%	
SE-016967	- Burundi	689,248	407,363	59%	
SE-002063	- Kenya	770,278	717,361	93%	
SE-002077	- Madagascar	133,358	146,940	110%	
SE-002085	- Rwanda	511,815	501,426	98%	
SE-002072	- Paraguay	197,113	165,372	84%	
SE-020017	- Bangladesh	167,456	140,224	84%	
SE-016966	- Maldives	97,279	49,360	51%	
SE-002064	- Papua New Guinea	359,730	234,047	65%	
SE-007555	- Philippines	162,326	164,308	101%	
SE-002083	- Sri Lanka	1,005,764	592,857	59%	
SE-002099	- Timor Leste	281,308	221,534	79%	
SE-009371.31	- Support to HRAs - HQ cost recovery	267,542	312,468	117%	
38%	Total HRA support costs covered by VFTC-EXB/UXB	5,829,990	4,754,061	82%	
100%	<b>Sub-total HR Advisers:</b>	<b>15,540,515</b>	<b>13,944,440</b>	<b>90%</b>	
	<b>(c) Human Rights Components of UN Peace Missions (6)</b>				
SE-019890	- Afghanistan (UNAMA)	217,126	169,118	101%	
SE-006018	- Afghanistan (UNAMA) - former project under down	-	49,913	n/a	
SE-019887	- Central African Republic (MINUSCA)	84,750	75,000	96%	
SE-007195	- Central African Republic (MINUSCA) - former project under down	-	6,107	n/a	
SE-002088	- Haiti (BINUH)	1,254,110	1,119,803	89%	
SE-019891	- Iraq (UNAMI)	0	-	0%	
SE-002092	- Libya	139,126	99,184	71%	
SE-019888	- Mali (MINUSMA)	185,772	(7,364)	-4%	
SE-019889	- Somalia (UNSOM)	363,957	322,086	88%	
	<b>Sub-total Peace Missions:</b>	<b>2,244,842</b>	<b>1,833,847</b>	<b>82%</b>	
	<b>(d) Country/Stand-alone Offices (6)</b>				
SE-018925	- Burkina Faso	2,495,289	1,742,562	70%	
SE-002089	- Chad	1,601,181	1,114,600	70%	
SE-002069	- Mauritania	1,904,771	1,062,402	56%	
SE-002059	- Mexico	2,807,975	2,801,277	100%	
SE-002066	- Niger	1,306,448	1,183,052	91%	
SE-016232.01	- State of Palestine	4,213,360	2,919,614	69%	
	<b>Sub-total Country/Stand-alone Offices:</b>	<b>14,329,024</b>	<b>10,823,507</b>	<b>76%</b>	
	<b>(e) Technical Cooperation projects &amp; Strengthened Capacities in Regional Offices</b>				
SE-019764	- Kenya - UNDP support for Democratic Dividends for Sustainable Transformation	172,331	172,883	100%	
SE-019884	- Kenya - UNDP/PBF support for Counter Hate Speech and Incitement	-	91,832	0%	
SE-024008	- Kenya - UNDP/PBF promoting peace	350,000	214,000	0%	
SE-023669	- Kenya - UNWOMEN grassroots women	51,376	51,627	100%	
SE-024010	- Kenya - UNWOMEN Kenya GBV Survivors	124,244	10,773	0%	
SE-019917	- Mozambique - UNESCO support for Human Rights of Persons with Albinism	38,082	24,470	64%	
SE-002067	- Russian Federation	855,800	859,340	100%	
SE-020885	- Rwanda - Strengthening Capacities of NCHR & Civil Organizations	606,754	514,319	85%	
SE-017421	- Philippines - UNDP/UN joint programme on Human Rights	88,392	11,729		
	<b>Sub-total Technical Cooperation projects &amp; Strengthened Capacities in Regional Offices:</b>	<b>2,286,978</b>	<b>1,950,972</b>		
	<i>Accounting adjustments related to closed projects</i>		(225,314)	*/	
	<b>Total (including programme support costs)</b>	<b>34,401,359</b>	<b>28,327,452</b>		
	<i>PSC = 13% for projects funded by donors voluntary contributions;</i>				
	<i>PSC = 7% for projects funded by MPTF/PBF, UNDP &amp; other UN Agencies.</i>			82%	
<b>Footnote:</b>	*/ Negative figure resulting from adjustments to prior year commitments/expenditure				

## Annexe III

## Financial status of the Voluntary Fund (2023)



United Nations  
Human Rights  
OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS

United Nations Voluntary Fund  
for Technical Cooperation (AHA)

Financial report of Income and Expenditure  
for the period 01 January - 31 December 2023

PSMS/FBS/Reporting  
Trust Fund: AHA  
Prepared on: 29/02/2024

<b>I - Income</b>			<b>Total Income</b>
<b>Contributions received for the VFTC in 2023</b>			<b>USD</b>
- Voluntary Contributions received for 2023 - Earmarked to the VFTC (non-specific)			11,305,866.50
- Voluntary Contributions received for 2023 - Earmarked to specific projects			9,059,050.41
- UNDP/UN-Agencies contributions received for 2023 - Earmarked to specific projects			608,056.11
- Gain/(loss) on exchange (on contributions 2023)			(113,243.76)
- Gain/(loss) on exchange (on prior year pledges paid)			(30.00)
<b>Contributions received for the HRAs under VFTC in 2023</b>			
- MPTF contributions received for 2023 - Earmarked for HRAs program			5,000,000.00
- Voluntary Contributions received for 2023 - Earmarked for HRAs program/specific HRAs projects			6,001,532.13
- Gain/(loss) on exchange (on contributions 2023 for HRAs)			1,051.59
<b>Pledges received for 2024</b>			
- Voluntary Contributions VFTC (non-specific) - USD 2,439,024.39			
- Voluntary Contributions earmarked to specific projects (Burkina Faso/Pol/Rwanda/Kenya) - USD 3,634,092.31			
- Voluntary Contributions earmarked to specific HRAs projects (Myanmar/Bangladesh) - USD 1,366,563			
Transfers (to) from reserves and other trust funds			
Interest and miscellaneous income			621,483.68
<b>Total Income (I)</b>			<b>32,483,766.66</b>
<b>II - Expenditure <sup>*/</sup></b> <b>Category</b>	<b>Commitments</b>	<b>Actuals</b>	<b>Total Expenditure</b> <b>USD</b>
CL010 - Staff costs	108,652.60	19,065,455.19	19,174,107.79
CL010 - Other Personnel costs (consultants' fees)	(60,896.29) **/	466,093.33	405,197.04
CL160 - Travel of Staff & Consultants	(19,352.62) **/	635,400.20	616,047.58
CL160 - Travel of Representatives/Participants to seminars	(88,355.62) **/	415,146.84	326,791.22
CL120 - Contractual Services	(36,164.73) **/	573,670.77	537,506.04
CL125 - General Operating & Other Direct Costs (including meeting facilitation services)	95,473.00	2,445,567.99	2,541,040.99
CL130 - Supplies, Commodities & Materials	9,694.80	52,269.17	61,963.97
CL135 - Equipment, Vehicle & Furniture	99,884.68	246,459.89	346,344.37
CL140 - Transfers and Grants to Implementing Partners (>\$50,000)	467,685.53	515,168.13	982,853.66
CL145 - Grants out (<\$50,000) & Fellowships	12,272.55	633,288.16	645,560.71
CL155 - Programme Support (Indirect) Costs	n/a	2,690,038.97	2,690,038.97
	588,893.90	27,738,558.44	
<b>Total Expenditure (II)</b>			<b>28,327,452.34</b>
*/ Actual disbursements and firm commitments - **/ Adjustments include prior year commitments			
<b>Net excess/(shortfall) of income over expenditure (I-II)</b>			<b>4,156,314.32</b>
<b>III - Opening balance</b>			
Opening balance (01.01.2023) with unpaid pledge prior period (\$232,316.60)			20,362,070.56
<b>IV - Other adjustments</b>			
Accounting adjustments / Transfers (to) from reserves and other trust funds			209,414.51
Refunds to donors			(232,801.45)
Write-off			(57,490.60)
Outstanding contributions receivable (prior period 2021/2022)			(1,000.00)
Outstanding contributions receivable (unpaid for 2023)			-
<b>Available Funds Balance (I+III+IV-II) without pledges</b>			<b>24,436,507.34</b>
<b>Available Funds Balance (I+III+IV-II) with pledges</b>			<b>24,437,507.34</b>
Contributions and pledges received to the trust fund are managed as pooled funding to cover the staff and activity costs, The end of year unspent contributions balance relates to donors' voluntary contributions who normally have not put in writing a specific implementation end date, nor have objected to funds being carried forward to subsequent years to cover the trust fund on going activities.			
This is to certify that the above statement of income and expenditure is materially correct and that the expenditure was incurred in connection with the approved projects for which the contributions were received.			

## Annexe IV

## Donors and contributors (2023)

CONTRIBUTIONS IN 2023 (as at 31.12.2023)						
Donor	Pledge Current Year USD\$	Current Year Paid USD\$	Gain/(loss) on exchange	Unpaid Pledge Current Year USD\$	Unpaid Pledge Previous Years USD\$	Project Title
Australia	65,189.05	68,184.36	2,995.31	0.00	0.00	HRA in Timor Leste
Australia	130,378.10	136,368.70	5,990.60	0.00	0.00	HRA in Papua New Guinea
Australia	528,750.83	544,270.68	15,519.85	0.00	0.00	VFTC pooled fund - HRAs programme in Asia-Pacific region
Austria	31,645.57	31,645.57	0.00	0.00	0.00	HRA in Bosnia & Herzegovina
Belgium	548,245.61	554,938.96	6,693.35	-0.00	0.00	Palestine (oPt)
France	327,153.76	318,133.62	(9,020.14)	0.00	0.00	Southern Caucasus (Georgia)
France	109,051.25	106,044.54	(3,006.71)	0.00	0.00	Haiti - Peace Mission Support
France	218,102.51	212,089.08	(6,013.43)	0.00	0.00	Mauritania
France	305,343.51	296,924.71	(8,418.80)	0.00	0.00	Chad
Germany	219,538.97	218,102.51	(1,436.46)	(0.00)	0.00	Afghanistan - HR activities (UNAMA)
Germany	101,474.00	100,810.04	(663.96)	0.00	0.00	Mexico - Environment & Climate Change
Germany	29,380.00	29,187.76	(192.24)	0.00	0.00	Kenya - Environment & Climate Change
Germany	322,234.16	316,455.70	(5,778.46)	0.00	0.00	HRAs program
Germany	53,705.69	52,742.62	(963.07)	0.00	0.00	HRA in Bosnia & Herzegovina
Germany	107,411.39	105,485.23	(1,926.16)	0.00	0.00	HRA in Myanmar
Germany	274,122.81	269,687.16	(4,435.65)	0.00	0.00	VFTC pooled fund / HRAs program
Germany	219,298.25	215,749.73	(3,548.52)	0.00	0.00	Mexico
Germany	164,473.68	161,812.30	(2,661.38)	0.00	0.00	Haiti
Germany	82,236.84	80,906.15	(1,330.69)	0.00	0.00	HRA in Kenya
Greece	53,937.43	55,493.90	1,556.47	0.00	0.00	Palestine (oPt)
Ireland	110,011.00	107,296.14	(2,714.86)	0.00	0.00	Palestine (oPt)
Italy	85,015.94	85,015.94	0.00	0.00	0.00	Libya - Support to Peace Mission
Italy	988,184.75	988,184.75	0.00	0.00	0.00	HRAs program
Japan	925,925.00	925,925.00	0.00	0.00	0.00	HRA in Sri Lanka
Luxembourg	440,044.00	436,205.02	(3,838.98)	(0.00)	0.00	Palestine (oPt)
Netherlands	2,105,263.00	2,105,263.00	0.00	0.00	0.00	VFTC pooled fund / HRAs program
Norway	297,038.89	315,974.64	18,935.75	0.00	0.00	Haiti - Peace Mission Support in Haiti
Norway	510,535.60	543,081.41	32,545.81	0.00	0.00	Chad
Norway	324,886.29	345,597.26	20,710.97	0.00	0.00	Niger
Norway	371,298.62	394,968.30	23,669.68	0.00	0.00	Mauritania
Norway	46,412.33	49,371.04	2,958.71	0.00	0.00	Burkina Faso
Norway	417,710.94	444,339.34	26,628.40	0.00	0.00	Palestine (oPt)
Norwegian Refugee Council	118,894.00	118,879.00	(15.00)	0.00	0.00	Palestine (oPt)
Portugal	32,362.46	32,362.46	0.00	0.00	0.00	HRA in Guinea-Bissau

Portugal	26,968.72	26,968.72	0.00	0.00	0.00	HRA in Timor Leste
Saudi Arabia	300,000.00	299,992.70	(7.30)	(0.00)	0.00	Palestine (oPt)
Spain	109,649.12	105,485.23	(4,163.89)	0.00	0.00	VFTC with emphasis on AIDS countries
Spain	164,473.68	158,227.85	(6,245.83)	0.00	0.00	Palestine (oPt)
Sweden	654,828.90	659,149.65	4,320.75	0.00	(0.00)	Burkina Faso
Switzerland	540,540.54	574,712.64	34,172.10	0.00	0.00	Palestine (oPt)
Switzerland	553,097.35	570,776.26	17,678.91	(0.00)	0.00	Palestine (oPt)
Switzerland	180,000.00	180,000.00	0.00	0.00	0.00	Rwanda - Protection System/NCHR
Switzerland	715,768.00	715,743.00	(25.00)	0.00	0.00	Burkina Faso
Turkey	150,000.00	150,000.00	0.00	0.00	0.00	Palestine (oPt)
United States of America	1,000,000.00	1,000,000.00	0.00	0.00	0.00	Mexico
UNDP MPTF	5,000,000.00	5,000,000.00	0.00	0.00	0.00	MPTF-HRAs deployment
UNDP PBF	93,000.00	93,000.00	0.00	0.00	0.00	Kenya - Counter Hate speech & incitement ahead of 2022 elections (00130048)
UNDP PBF	350,000.00	350,000.00	0.00	0.00	0.00	Kenya - Promoting Peace (00140292)
UNESCO	0.00	0.00	0.00	0.00	1,000.00	Mozambique - H.R. of Persons with Albinism
UN Women	113,680.11	113,680.11	0.00	(0.00)	0.00	Kenya - Access to Justice for GBV Survivors
UN Women	51,376.00	51,376.00	0.00	0.00	0.00	Kenya - Strengthen capacity of grassroots Women
<b>TOTAL EARMARKED 2023</b>	<b>20,668,638.65</b>	<b>20,816,608.78</b>	<b>147,970.13</b>	<b>0.00</b>	<b>1,000.00</b>	

CONTRIBUTIONS IN 2023 (as at 31.12.2023)						
Donor	Pledge Current Year USD\$	Current Year Paid USD\$	Gain/(loss) on exchange	Unpaid Pledge Current Year USD\$	Unpaid Pledge Previous Years USD\$	Project Title
Denmark	3,744,239.63	3,789,886.37	45,646.74	(0.00)	0.00	VFTC pooled fund - Non-specific
Finland	2,439,024.39	2,181,025.08	(257,999.31)	(0.00)	0.00	VFTC pooled fund - Non-specific
France	1,090,512.54	1,060,445.39	(30,067.15)	0.00	0.00	VFTC pooled fund-Non-specific */
India	200,000.00	200,000.00	0.00	0.00	0.00	VFTC pooled fund - Non-specific
Italy	1,035,598.71	1,035,598.71	0.00	0.00	0.00	VFTC pooled fund - Non-specific
Luxembourg	1,096,491.23	1,078,748.65	(17,742.58)	0.00	0.00	VFTC pooled fund - Non-specific
Philippines	50,000.00	50,000.00	0.00	0.00	0.00	VFTC pooled fund - Non-specific
South Korea	500,000.00	500,000.00	0.00	0.00	0.00	VFTC pooled fund - Non-specific
United States of America	1,150,000.00	1,150,000.00	0.00	0.00	0.00	VFTC pooled fund - Non-specific
<b>TOTAL NON-SPECIFIC 2023</b>	<b>11,305,866.50</b>	<b>11,045,704.20</b>	<b>-260,162.30</b>	<b>-0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>

\*/ France contribution 2023 (non-specific) allocated to the VFTC by OHCHR to secure funding reserves (not initially pledged for the VFTC activities)

<b>TOTAL VFTC GRANTS 2023</b>	<b>31,974,505.15</b>	<b>31,862,312.98</b>	<b>-112,192.17</b>	<b>0.00</b>	<b>1,000.00</b>	<b>0.00</b>
-------------------------------	----------------------	----------------------	--------------------	-------------	-----------------	-------------